

**EMBARGO JUSQU'AU PRONONCE  
SEUL LE PRONONCE FAIT FOI**

**DIMANCHE 25 MARS 2012  
FRANCOIS BAYROU  
DISCOURS D'ESPOIR POUR LA FRANCE**

Mes chers concitoyens,

Je suis venu vous parler de la chose la plus importante dans la vie, particulièrement dans la vie de notre pays. Je suis venu vous parler d'espoir.

Un pays, ce n'est pas rien dans la vie d'une femme, d'un homme, d'un enfant. On peut être heureux ou malheureux de son pays. On peut être aidé par son pays, ou on peut soi-même l'aider. Un pays, ce n'est pas rien dans une vie.

Ce n'est pas rien, permettez-moi de vous le dire cet après-midi, ce n'est pas rien dans ma vie.

Je dois beaucoup à mon pays. J'ai été ce qu'on appelait un boursier de la République. Je suis né dans un milieu, et j'en suis très fier, où l'on trimait de six heures du matin, réellement, à huit ou neuf heures du soir, réellement. Les vacances étaient inconnues, évidemment. Et cela pour ne rien gagner que le juste, très juste, nécessaire. Le premier argent conséquent que mon père mit de côté, ce fut le montant de son assurance vie, le jour où il fut fauché dans un accident du travail. Ce qui prouve que si on avait du mal à vivre de son travail, on arrivait assez bien à en mourir. En tout cas pour lui. Et pour ceux qui vivaient, comme ma mère, au bout d'une vie de travail, avant qu'elle aussi ne s'en aille, une retraite de 668 euros.

C'est dire que quand j'entends les retraités agricoles, les retraités de l'artisanat et du commerce, pour moi, ce ne sont pas des dossiers, ce sont des visages. C'est dire aussi que j'entends, dès le redressement engagé, que la mise à niveau des petites retraites soit la première à bénéficier des conditions nouvelles du pays.

La République a pris par la main le petit garçon ardent que j'étais. Comme à tant d'autres, elle m'a permis de faire le chemin des boursiers, le latin, le grec, suffisamment de mathématiques et d'histoire, la belle langue française, dont je fus amoureux dès les premières pages des premiers livres. Elle m'a proposé de passer l'agrégation, d'accéder, par le concours national, à cette forme de reconnaissance et de liberté.

Et puis la République m'a fait un deuxième fantastique cadeau : elle m'a permis de lui consacrer ma vie.

Je l'ai servie comme professeur. Je l'ai servie comme élu local. Je l'ai servie comme élu national. Je l'ai servie comme député. Je l'ai servie comme ministre. Je l'ai servie comme militant. Je l'ai servie comme amoureux, car on peut être amoureux d'un idéal. Je l'ai servie comme rebelle parfois, assez souvent, car on peut servir en refusant de se ranger, en combattant parfois seul contre tous, dans tous les combats où se jouait une certaine idée de l'État républicain, en combattant la privatisation des autoroutes, en combattant les dérives dans l'affaire Tapie, en prévenant du mur de la dette, en défendant le pluralisme chaque fois qu'on a voulu le faire disparaître.

En tenant bon, au long de ces années, je me suis fait un serment. Ni aux miens, ni à notre peuple, je ne mentirai, quelle que soit la démagogie ambiante. Car c'est la démagogie qui détruit la démocratie et la liberté !

Partir de la vérité pour gouverner un peuple, cela a si rarement été fait !

Gouverner à partir de la vérité, Pierre Mendès-France, l'a voulu. Valéry Giscard d'Estaing l'a voulu. Raymond Barre l'a voulu. Michel Rocard l'a voulu. Jacques Delors l'a voulu pour la France aussi bien que pour l'Europe.

Mais il y a une différence entre leur temps et le nôtre : cette fois, pour la République, c'est une obligation vitale.

Je dis la République. J'aurais pu dire la France. J'aurais pu dire la nation. Car pour moi, France et République, République et nation, c'est la même chose.

La République, c'est l'idéal qui fait la France, qui fait notre nation, depuis 220 ans.

Aujourd'hui, la République, l'idéal qui nous fait vivre ensemble, liberté égalité fraternité, est ébranlée.

Chez chaque jeune fille ou jeune garçon qui en est à sa centième lettre de candidature, diplôme ou pas diplôme, et qui chaque fois reçoit la même formule de refus toute faite, c'est la République qui est en souffrance.

Quand s'accroît sans cesse le nombre des familles dont les fins de mois commencent le 15 du mois, parce que le pays s'appauvrit, c'est la République qui est malmenée.

Quand les jeunes Français comprennent brusquement que la dette de leurs aînés, finalement ce sera leur dette, qu'ils recevront en héritage le passif le plus lourd de notre histoire, c'est la République qui est maltraitée.

Quand d'une génération à l'autre, on transmet non plus un patrimoine intact mais un patrimoine grevé de dettes et menacé, quand tout particulièrement notre patrimoine naturel de terre, d'air et d'eau, notre patrimoine d'espèces vivantes, est menacé par l'activité humaine qui ne sait pas se réguler, la République ne se reconnaît plus.

Et quand l'école ne peut plus transmettre, quand les enfants sont en échec, quand il n'est plus de chance pour un enfant de pauvres de forcer la porte de l'ascenseur social, c'est la République qui est trahie.

Et quand à Toulouse un assassin désaxé, dont on apprend qu'il était repéré par tous les services, identifié et sur la liste noire des services de renseignement américains, peut se constituer un arsenal d'armes de guerre, s'entraîner, commettre ces meurtres, les plus horribles de ces dernières années, sans que nul ne soit en alerte, alors la République a des questions à se poser.

Et quand sans aller jusqu'au terrorisme la violence et l'intolérance montent dans toutes les couches de la société, que les appels à la haine tournent sur internet, alors la République, si elle ne se pose pas de questions, ne fait pas son devoir.

Et lorsque, devant le chômage, devant les déficits, devant l'appauvrissement du pays, devant l'intégration manquée, la vie politique refuse de regarder en face les questions les plus graves de son temps, ruse avec les demi-mensonges et les demi-vérités, multiplie les promesses fallacieuses et les polémiques partisans, alors la République est désertée par ceux qui devraient la défendre.

Et lorsque devant toutes ces questions, tout le monde croit que c'est une fatalité, et qu'il n'y a rien à faire, et plus personne en qui croire, et que chacun baisse les bras, se résigne à ne plus agir, alors c'est la République qui est abandonnée.

**Je ne laisserai pas continuer cette dégradation.**

Aujourd'hui, en ce printemps 2012, un choix décisif, un choix au sens propre du mot vital, est en suspens dans notre pays.

Je suis venu vous parler de ce choix et de l'espoir qu'il porte. Je suis venu vous parler de cet espoir-là. D'un espoir en dur, d'un espoir solide, pas d'un espoir qui ment.

Depuis 15, 20 et 30 ans les deux mêmes partis, l'UMP et le PS dominent le pouvoir. Depuis 15, 20 et 30 ans, c'est eux qui nous ont conduits là où nous sommes. Il n'y a pas d'espoir du côté de chez eux.

Depuis 15, 20 et 30 ans, ils ont endormi le peuple français en refusant de regarder en face la réalité de notre situation. Il n'y a pas d'espoir du côté de chez eux.

Depuis 15, 20 et 30 ans, ils nous ont conduits, un pas en avant un pas en arrière, sur le chemin du déclin toujours plus rapide, faute d'y voir clair, faute de prévoir avant de gouverner, faute de définir d'un trait sûr la route à suivre.

Il n'y a pas d'espoir chez eux.

Mais il y a un espoir si nous prenons tous ensemble, comme peuple souverain, la décision de nous redresser, la décision de regarder les yeux dans les yeux les défis qui sont devant nous, la décision de les relever.

Là est le vrai espoir.

C'est le choix de la lucidité, le choix du combat, le choix du courage. Et ceci est nouveau. C'est cet espoir, lucide, réaliste, courageux, offensif, que je propose à notre pays.

Les habitués du pouvoir en ont peur. Mais pour garantir l'avenir de ses enfants, le peuple n'en a pas peur. Le peuple, en vérité, attend qu'on lui montre ce chemin.

Je propose à la France, à notre pays, à notre peuple, le seul chemin qui lui permette de se reconstruire. De se reconstruire dans l'optimisme, dans l'envie de vivre, dans le sens du travail bien fait après des années de travail bâclé, de renoncements déguisés en fatalité, d'erreurs et de facilités.

Je connais bien, devant la situation de la France, les excuses des gouvernants successifs ! Ils nous disent, nous ne sommes pas responsables, ils nous disent la « crise » vient d'ailleurs...

Pour eux, elle vient des banques, du capitalisme international, de la finance sans visage. Ou de l'Europe, ou de l'euro. Ou de l'immigration.

Toutes ces explications, tous ces faux-semblants, je les récusé. Je viens devant vous avec un message franc, rude peut-être, mais le plus grand message d'optimisme que l'on puisse proposer au peuple français : la crise, pour l'essentiel, ne vient pas d'ailleurs !

La crise, ce qui l'a nourrie, c'est une série de mauvaises décisions, de mauvaises orientations, suivant toutes la même pente, celle de la facilité, celle du renoncement.

Rien dans la situation de notre école n'est venu d'ailleurs !

Rien dans notre dette n'a été signé par d'autres !

Rien dans nos blocages sociaux ne nous a été imposé !

C'est nous-mêmes qui avons décidé librement, et si dangereusement, de soumettre uniformément tous les salariés aux 35 heures !

Ce ne sont pas d'autres que nous-mêmes qui avons décidé de notre urbanisme aberrant, de nos banlieues, de nos quartiers !

Ce n'est pas d'autres que nous-mêmes qui avons renoncé à l'essentiel des productions qui sont nécessaires pour notre marché intérieur et pour l'exportation !

Et regarder tout cela en face, affirmer que ce n'est pas la faute des autres, mais notre responsabilité, ce n'est pas un constat sévère : c'est une formidable nouvelle, c'est la matière même de l'espoir ! Parce que si les fautes et les erreurs sont bien les nôtres, celles des politiques qui se sont succédé au pouvoir depuis deux décennies, alors c'est que nous pouvons les corriger !

Je dis aux Français : ça dépend de nous ! De notre volonté, de notre courage, de notre décision de citoyens !

Voilà ce que je vous propose dans ce choix d'espoir : ce qui dépend de notre volonté, nous allons le faire, seuls, sans attendre, parce que nous sommes un grand peuple !

Mes engagements, ils sont précis. Ils sont volontaires. Ils sont solides. Ils répondent précisément à la définition du Général de Gaulle : « Ce sont des choix clairs. Ce sont des choix cohérents. Ce sont des choix qui obéissent à l'intérêt national, et non à la dernière pression subie, à la dernière mode qui court dans les journaux. Ce n'est pas du sable entre les doigts. »

Tout ce qu'il faut faire, nous allons le faire !

Reconstruire la République, c'est d'abord reconstruire son indépendance, sa capacité à agir, ses marges de manœuvre.

Je commence par le plus urgent ! Nous allons sortir la France du surendettement !

J'ai déposé entre vos mains un plan réaliste et ambitieux de retour à l'équilibre en trois ans. Ce plan, son idée directrice est exactement la même que celle du récent rapport de la Cour des Comptes : pas de progression de la dépense publique pendant les deux ans qui viennent et 50 milliards de prélèvements raisonnés, niches fiscales, point de TVA, nouvelles tranches d'impôt sur le revenu. Ainsi, en trois années budgétaires, pour la première fois depuis 35 ans, la France ne sera plus en déficit budgétaire. Et cela en prévoyant une croissance réaliste, et non pas une croissance fantaisiste, de vraies prévisions, pas les fausses.

Réforme fiscale limitée à 50 %, pas à 85 %, parce que je ne veux pas qu'on affiche à la porte de la France « interdit de réussir ».

Entendez-moi bien : je ne suis pas de ceux qui croient que la réussite est nécessairement matérielle. Je ne suis même pas de ceux qui croient que la réussite soit principalement matérielle.

Mais nous avons besoin dans notre pays de ceux qui le croient, qui ont en eux la volonté acharnée de réussir, des entrepreneurs, des chercheurs, des artistes, des sportifs, des créateurs de toute nature qui ont à l'esprit qu'au terme de leur travail, de leur audace, ils pourront entrer dans le club fermé du succès.

J'ai toujours pensé que c'était un des principaux atouts de la société américaine que cette idée que la réussite s'offre à tous, que personne n'est barré.

Avec les 85 % de François Hollande, c'est simple : on sait qui seront les riches de demain, ce seront les fils de riches d'aujourd'hui. Et personne, c'est affiché, ne pourra entrer dans le club, aucun créateur de start-up, aucun découvreur de vaccins, aucun chanteur français.

Sortir du surendettement, c'est exigeant, mais c'est possible, et donc comme tous les grands pays qui ont relevé ce défi, par exemple comme le Canada, ou la Suède, nous le ferons, comme cela aurait dû être fait depuis longtemps.

Et je veux reconstruire le « produire en France ». Pour cela, je ferai de la production dans notre pays une obsession nationale.

Parce que la production c'est l'emploi, c'est l'enrichissement du pays. La production, c'est les salaires.

Pour moi, la feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi ! Les salaires allemands restent plus élevés que les salaires français, les salaires suisses sont bien plus élevés que les salaires français, et cela parce que nos voisins produisent, exportent, créent de l'emploi ! Ce que font nos voisins, nous allons le faire chez nous.

Et les salaires, ce n'est pas seulement la ressource des familles, les salaires, par l'intermédiaire des charges sociales, par la CSG, par les impôts, par la consommation, c'est la totalité du financement de la santé, des retraites, des allocations familiales, des services publics, de l'éducation et de l'université, de la sécurité, de la justice dans notre pays !

Et c'est moi l'Européen, qui dis : « il faut produire en France » ! Parce que je sais, que chaque euro dépensé en social ou en services publics, d'une manière ou d'une autre, vient des salaires ou des revenus versés en France ! Laisser partir la production, c'est l'effondrement du modèle social.

Je veux sauver le modèle social : je serai donc obsédé de production, toutes les productions, industrielle, agricole, artisanale, culturelle, artistique, numérique, touristique. Et je soutiendrai ceux qui seront obsédés de vendre, à l'intérieur et à l'extérieur, de comprendre le marché, d'innover pour le saisir, de soutenir l'image de marque de nos produits.

Je porterai la mobilisation des entreprises bien sûr, mais aussi des salariés, et c'est pourquoi j'ouvrirai la voie à une rénovation profonde du dialogue social.

Le dialogue social le plus ouvert c'est l'intérêt de l'entreprise. C'est l'intérêt de la France.

J'imposerai l'idée que l'entreprise n'appartient pas seulement à ses actionnaires. Elle appartient aussi à ses salariés, à ceux qui lui donnent leur force de travail. Je ferai voter une loi nouvelle qui fera entrer les représentants des salariés, avec droit de vote, au conseil d'administration des entreprises de plus de 500 salariés et au comité de rémunération des dirigeants pour mettre fin à la folie des salaires indécents. Quand un dirigeant sera augmenté, c'est qu'il le méritera aussi aux yeux des salariés. Et je veux que les salariés profitent aussi de la croissance des entreprises.

Je défendrai cette haute idée du dialogue social.

Ma conception de la République, ce n'est pas la guerre aux corps intermédiaires, c'est le contraire, c'est la défense et la promotion des corps intermédiaires dans notre pays ! Ceux qui combattent les corps intermédiaires,

ce sont ceux qui redoutent le peuple et le veulent divisé en une myriade d'individus pour mieux régner.

J'aime le peuple libre, qui sait se réunir et s'organiser, entreprendre, sans avoir besoin de la permission du pouvoir politique, et sans être sous son contrôle.

J'aime le peuple libre. Je rends hommage à tous ceux qui font vivre la loi de 1901 sur les associations, qui est pour moi une des plus grandes lois de la République.

J'affirme que la diversité est non pas une faiblesse mais une force !

Je défendrai les cultures et les traditions régionales et locales. Je ferai adopter par la France la charte des langues et cultures régionales, qui sont pour notre pays une partie de son trésor national.

Je protégerai le droit local issu de l'histoire, d'une longue et douloureuse histoire en Alsace et Moselle.

Je ferai respecter la diversité dans notre pays, sous toutes ses formes, en particulier en défendant le pluralisme en politique. Et c'est pourquoi je proposerai qu'une loi électorale juste permette à l'Assemblée nationale la représentation de toutes les minorités.

Je serai le président qui portera la confiance et l'exigence pour l'école.

Je conduirai comme président de la République la réflexion sur la refondation de l'école. Je la conduirai dès le mois de juillet en un Grenelle de l'éducation, pour une fois justement nommé, car la rue de Grenelle, c'est le ministère de l'éducation nationale.

Je défendrai les principes suivants :

Je demanderai de concentrer sur la langue française, sur la lecture, l'écriture et le calcul, la moitié du temps scolaire à l'école primaire.

Je demanderai que tout élève entrant en sixième soit assuré de la lecture. S'il ne l'était pas, il recevrait une formation adaptée en vue du retour le plus rapide possible dans le cursus normal.

Je demanderai de simplifier les programmes, dans un délai d'une année, en liaison avec les enseignants.

Je demanderai que la chronologie soit consacrée en histoire à tous les degrés de l'école et que l'histoire retrouve sa place en terminale scientifique.

Je demanderai que le niveau du baccalauréat ne soit plus défini en fonction de pourcentages de résultats, mais en fonction des connaissances nécessaires à la fin d'études secondaires et à l'entrée dans l'enseignement supérieur. Ces connaissances devront être simples, mais maîtrisées.

Je garantirai la protection effective des moyens de l'éducation nationale. Je ne crois pas une minute aux sornettes sur les 60 000 postes annoncés par le PS. Mais un effort continu doit garantir les moyens actuels sur le long terme.

Je fixerai comme objectif devant les Français que l'école française se retrouve en cinq ans dans les dix premières écoles du monde par ses résultats en compréhension de l'écrit, en calcul, en lutte contre les inégalités scolaires.

Je demanderai que pas un emploi du temps d'élève ne dépasse 28 heures par semaine au collège et au lycée. Les heures ainsi dégagées pourront être réutilisées pour le plus grand profit des élèves.

Je considérerai le monde de l'éducation, de la maternelle au Collège de France comme la chance la plus importante pour l'avenir de notre pays et je le traiterai comme tel, en partenaire estimé.

Et comme président de la République, je prendrai la défense de la profession la plus attaquée, la plus décriée, la plus injustement ciblée, je prendrai la défense du monde enseignant. Je rappellerai, que pas un de ceux qui se livrent à ces perpétuelles insinuations sur le temps de travail des enseignants ne tiendrait quatre heures sans être exténué devant une classe de 4<sup>e</sup>. Et pas un de ceux-là ne pourrait supporter sans récriminer l'addition des préparations, des corrections, des conseils, des carnets d'évaluation, des réunions parents profs, des réunions de concertation de toute nature.

L'avenir de nos enfants, c'est aussi l'exigence environnementale et le devoir absolu des responsables d'aujourd'hui de protéger notre Terre, le sol, l'air et l'eau.

Là aussi, nous avons perdu vingt précieuses années, des années où nos dirigeants ont alterné indifférence affairée, et négligences coupables.

Vous aurez remarqué comme ce sujet a disparu, ou pour être exact n'est jamais apparu dans cette campagne électorale. Le développement durable a été sacrifié sur l'autel de la crise, des intérêts économiques et des enjeux de court terme.

Je serai le président qui tiendra la promesse écologique. Je n'oublie pas que j'ai signé, il y a cinq ans, le pacte de Nicolas Hulot. Quand je signe quelque chose, je suis engagé.

Je veillerai à la protection de la biodiversité comme un bien précieux d'avenir pour l'humanité.

Je fixerai au gouvernement une feuille de route à l'horizon 2030, une triple exigence d'assurer la production électrique nécessaire, en respectant à la lettre les injonctions de l'Autorité de sûreté nucléaire renforcée dans son indépendance, de réduire continuellement le recours aux énergies carbonées et de développer au maximum les énergies renouvelables. Et sur ces sujets j'organiserai un débat national.

L'avenir de nos enfants, c'est enfin la réalisation du grand dessein européen.

Je veux vous parler de l'Europe, de notre Europe.

Je n'aime rien tant que la souveraineté. Je l'aime dans ma vie personnelle, je n'aime pas me faire dicter des choix. Je l'aime dans ma vie de citoyen : j'attends d'exercer ma part de peuple souverain. Je l'aime passionnément pour mon pays que je veux indépendant chaque fois que possible.

Mais j'aime la souveraineté réelle, pas la souveraineté apparente qui est en réalité une absence de souveraineté, une dépendance.

C'est pourquoi je suis européen. L'Europe n'est pas une construction artificielle. Elle vient des profondeurs de l'histoire. Nous étions Européens bien avant d'être Français, ou allemands, ou italiens. Les nations sont venues après. Et nous partageons l'héritage de la civilisation du respect de la personne humaine, des langues proches, des valeurs communes, des intérêts croisés.

Mais dans le monde où nous vivons, la souveraineté, si nous souhaitons l'exercer réellement, nous ne pouvons l'exercer qu'ensemble.

Voilà l'idée de l'Union. C'est une grande idée, simple, efficace, d'avant-garde.

Or cette idée a été dévoyée sur un point précis, mais décisif. C'est l'absence de démocratie au sommet. Il y a un parlement européen pour représenter les peuples. Mais les institutions sont trop compliquées, et leurs dirigeants pas identifiés.

Je défendrai trois nouvelles étapes pour l'Europe : une étape politique, une étape financière et une étape économique.

Je défendrai la démocratisation de l'Union Européenne. Je défendrai la création d'un président pour l'Europe, résultat de la fusion entre président du Conseil et président de la Commission. Ainsi une autorité stable et connue de tous sera mise en place, dont les citoyens entendront la voix et à qui, s'il le faut, ils pourront demander des comptes.

Je défendrai l'idée que ce président soit élu au suffrage universel des citoyens européens.

Deuxième étape, je défendrai l'obligation d'équilibre des comptes publics, l'inscription de la règle d'or dans nos constitutions, et une discipline collective dans la gestion des finances.

C'est pourquoi je soutiendrai l'idée de Jean Arthuis d'une « cour des comptes européenne », par extension des pouvoirs d'Eurostat par exemple, chargée de faire la lumière sur la situation respective des partenaires européens. Et la création d'une commission des finances regroupant des représentants des parlements nationaux.

Troisième étape, je défendrai l'idée que l'Europe doit porter une stratégie économique au service de la croissance et de l'emploi.

Une stratégie d'investissement. Une stratégie de recherche et d'innovation, par la mobilisation de l'épargne européenne.

Je proposerai une stratégie de l'Europe face aux grands émergents, notamment la Chine.

Il n'y a pas de concurrence qui vaille si cette concurrence n'est pas loyale. Je proposerai que l'Europe sorte de la naïveté, ait enfin une stratégie et parle d'une seule voix.

Je défendrai la loyauté et la réciprocité dans les échanges, en matière monétaire, en matière écologique par exemple. Si nous interdisons des molécules, des pesticides ou des herbicides, à nos producteurs, pour protéger la santé des consommateurs, il est obligatoire que nous vérifiions que les produits que nous importons n'en sont pas chargés. Autrement, c'est totalement illogique.

Mais je ne parlerai pas de l'Europe seulement comme d'une institution économique ou financière. Comme président de la République française, j'en parlerai comme d'une des plus grandes entreprises de l'histoire, qui concerne des centaines de millions de femmes et d'hommes, des dizaines de peuples et dans laquelle ils peuvent mettre, pour eux et pour leurs enfants, leur foi et leur espérance.

Prenant ces engagements devant vous, je propose au peuple français une stratégie pour sortir de l'impasse. Mais la stratégie ne vaut que si elle s'inscrit dans un horizon plus large, dans un projet de société.

Car le programme n'est rien sans vision, sans horizon, sans projet de société.

Je propose à la France un projet de société : celui de la France solidaire.

La France solidaire, c'est d'abord une société apaisée.

Il est une montée des périls dans la société française. Montée de l'intolérance, montée des violences, montée des trafics de toute nature.

Au cœur de la société française, particulièrement dans sa partie la plus fragile, sur les questions de religion, sur les questions d'origine, sur la couleur de la peau, les tensions montent.

Les guerres de religion ne sont jamais finies. Elles ne demandent qu'à se rallumer. Chaque fois qu'un pays va mal, les tensions montent au sein de ce pays et au sein de son peuple. Quand les gens ne vont pas bien, ils se mettent à regarder la différence d'un regard soupçonneux.

Il faut plus de courage pour résister à ces passions que pour y succomber.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, dans les guerres de religion, il y avait les ligueurs d'un côté, du côté de l'affrontement, et Henri de Navarre de l'autre qui plaidait pour qu'on vive ensemble. Vous connaissez mon choix, mon choix d'homme, et mon choix de président : je suis et je serai du côté d'Henri IV, de celui qui force la réconciliation, la tolérance, la compréhension réciproque.

Comme votre président, comme président de la République française, je prends cet engagement : je ne ménagerai aucun effort, aucun effort de sécurité, aucun effort de justice, aucun effort de compréhension et d'explication, aucun effort de calme, de refus de l'excitation, pour que reculent la violence et l'intolérance.

Sans trêve je défendrai cette idée : nous allons vivre ensemble ! Tous, tous nos enfants, si différents, chrétiens, juifs, musulmans, ou autre chose, ou rien du tout, Français en tout cas, tous Français, ils sont sur les bancs de la même école. Ils forment le même pays. Et si le pays va bien, ils iront bien, tous. Et si le pays va mal, ils iront mal, tous. Pour que le pays aille bien, il convient qu'ils s'entendent et se respectent.

Et je n'oublierai pas de montrer aussi l'immense force qu'il y a dans cette diversité, l'esprit d'entreprise, le renouvellement, la jeunesse, l'envie de vivre,

dès l'instant qu'on aura renoué les liens rompus, dès l'instant qu'on aura retrouvé le travail et qu'on aura rendu le goût du travail à ceux qui souvent ne le connaissent plus.

Cet espoir là exige de la compréhension mais exige tout autant de fermeté et d'intransigeance.

Pour que la peur cède du terrain, la sécurité doit devenir proche au lieu d'être inaccessible.

C'est pourquoi, dans ce domaine de la sécurité, avec le gouvernement, j'engagerai trois mesures nouvelles :

Réimplanter les forces de police dans les quartiers devenus zones de non droit.

Restaurer l'État, dans sa défense du droit et ses services publics : je nommerai dans chacun de ces quartiers, un sous-préfet chargé de coordonner tous les services de l'État, qui sera l'interlocuteur des habitants et de leurs élus, avec obligation de résidence dans le quartier, pour qu'il vive la réalité de tous les jours des habitants et qu'il soit pour eux un interlocuteur quotidien.

Enfin, je définirai pour le public le plus sensible, les jeunes, parfois les très jeunes mineurs, la réponse la plus rapide, la plus immédiate, par exemple sous forme de réparations. Je ne veux plus entendre des enfants utilisés par des bandes dire à des policiers débordés : « de toutes façons, tu ne peux rien me faire, j'ai la loi pour moi ! »

Je demanderai que soit mis en oeuvre un plan efficace de lutte contre les trafics d'armes.

Tout le monde dit que les armes de guerre circulent librement, depuis des années, en France et particulièrement dans les quartiers. Apparemment, tout le monde s'en accommode. Or ceci n'est pas acceptable. Là se croisent les organisations du grand banditisme et les trafics de toute nature. Là aussi s'arme la folie. La lutte contre le trafic d'armes sera définie comme une priorité de l'action publique.

Mais le plus grand enjeu du redressement, c'est de retrouver la confiance. La confiance, clé du redressement, qui doit unir le peuple des citoyens et les dirigeants à qui il confie pour un moment la charge de le conduire.

En France, la confiance s'est affaiblie. Le « tous pareils » est devenu, avec le haussement d'épaules qui l'accompagne, la réponse type aux déclarations politiques.

C'est pourquoi je réglerai de manière définitive la question de la moralisation de la vie publique.

Elu Président de la République le 6 mai, j'organiserai le 10 juin, jour du premier tour de l'élection législative et en même temps que celle-ci, un référendum de moralisation de la vie publique en France. Je soumettrai aux Français directement les questions irrésolues depuis tant d'années :

Je mettrai fin au cumul des mandats pour les députés et je les limiterai pour les sénateurs.

J'obligerai les parlementaires à siéger effectivement dans leur assemblée et ils ne pourront voter que s'ils sont présents.

Je modifierai le mode de scrutin des députés pour qu'enfin tous les courants d'opinion puissent être représentés au Parlement.

Je réduirai le nombre de députés à 400, et je réduirai aussi le nombre de sénateurs.

Je reconnaitrai le vote blanc comme un suffrage exprimé à toutes les élections.

Je renforcerai l'obligation de parité pour que l'on sorte enfin de cette anomalie qui met la France à la 61<sup>ème</sup> place parmi les pays du monde pour la place des femmes dans la vie publique.

Je mettrai fin aux dérives du financement de la vie publique en supprimant la myriade de micro-partis individuels ou de complaisance.

Le référendum définira le conflit d'intérêt, obligera à la déclaration publique des intérêts privés avant l'entrée dans la fonction et lors de toute modification. Il fixera les incompatibilités, il traitera aussi bien des responsables politiques que des hauts fonctionnaires.

Il instituera une autorité de déontologie de la vie publique qui pourra être saisie directement par les citoyens et il empêchera le retour dans la vie publique avant une période de dix ans des élus condamnés pour corruption.

Le référendum rendra intangible et protégera pour l'avenir l'indépendance de la justice. Cette indépendance sera garantie par un nouveau statut pour le Garde des Sceaux, dont la nomination devra être approuvée par une majorité renforcée du Parlement.

Je protégerai et serai le garant de l'indépendance des médias, et mettrai un terme à la procédure scandaleuse qui fait de la nomination des présidents de l'audiovisuel public l'apanage personnel du chef de l'État.

Voilà comment, en quatre semaines et un dimanche, la démocratie française prendra un nouveau visage.

L'espoir, c'est le renouveau.

Ce que je propose à notre pays, c'est de se redresser.

Cela passera par un profond changement des esprits que je porterai et de la volonté politique de la nation.

Tout ceci, vous le voyez bien, ne peut se faire par les voies classiques, traditionnelles, usées jusqu'à la corde.

La réussite de ce changement serait impossible avec une réélection du président sortant et de la majorité en place. Ils ont heurté les Français, au cours de ces années, par l'injustice et l'esprit de clan. Ils ont opposé les Français les uns aux autres. Ils n'obtiendront pas le soutien nécessaire au redressement.

La réussite de ce changement est impossible avec l'élection de François Hollande et d'une majorité de gauche. Le programme insoutenable adopté par le parti socialiste et son candidat, la surenchère déboussolée de ses partenaires, les attentes démesurées qu'ils ont fait naître, tout cela rend impossible l'œuvre de redressement. Ils perdront en quelques semaines le soutien nécessaire.

Vous vous souvenez de 2007 : j'ai dit aux Français, sans précautions, où les conduisait la course effrénée vers le déficit et la dette. Je n'ai pas mis des peut-être et des conditionnels. J'ai dit avec gravité, et tout au long de la campagne, ce que je ressentais comme grave. Le monde politique a ignoré ces avertissements et a poursuivi son chemin.

Aujourd'hui je vous dis avec la même certitude ceci : aucun des programmes, aucune des attitudes des deux candidats favoris, aucune de leurs majorités ne peut permettre au pays de s'en sortir. L'un ignore les risques en prétendant que « les économies, c'est fini », l'autre les aggrave de plusieurs dizaines de milliards annuellement. Tous les deux truquent leurs chiffres en parfaite connaissance de cause en présentant des prévisions de croissance qu'ils savent, tous deux, absolument fallacieuses.

Quand on doit affronter la situation que la France va devoir affronter, il n'est qu'une chose à faire, une seule, celle qu'elle a toujours choisi dans son histoire. Quand les circonstances sont exceptionnelles, il faut une démarche politique exceptionnelle !

Devant un défi national, il faut une union nationale.

Lorsque le Général de Gaulle fut investi de la même charge, dans des circonstances de même gravité, il n'avait pas de force parlementaire. Il convia donc à participer au redressement les quatre forces principales du pays, les gaullistes, le centre, la droite et la gauche, hors extrêmes.

Je ne suis pas le Général de Gaulle, dieu sait ! Mais la France est dans le même état. La guerre d'Algérie mise à part, peut-être même est-elle dans un état plus inquiétant.

Le redressement va demander un effort soutenu, de rigueur, de sérieux, de persévérance, d'enthousiasme, de compréhension des enjeux du monde, de force de conviction européenne.

Cet effort impose un gouvernement qui dépasse la droite et la gauche.

C'est ce gouvernement que je composerai. Il sera peu nombreux. Il sera fondé sur la compétence et le désintéressement : compétence éprouvée et désintéressement absolu. Ses membres devront prendre l'engagement d'être et de demeurer ensemble pour redresser le pays. L'expérience de la société civile y tiendra autant de place que la politique. C'est le choix qu'a fait Mario Monti, dont les premiers mois donnent à espérer à tous ceux qui aiment l'Italie.

Le 10 juin, jour du premier tour des élections législatives, les Français voteront par référendum la loi de moralisation de notre démocratie.

Le 17 juin, les Français donneront une majorité à l'oeuvre de redressement et d'unité nationale.

Avant le 14 juillet, le gouvernement préparera une loi de finances rectificative qui portera en particulier sur des économies dans le fonctionnement de l'État, la création d'un point de TVA et l'abaissement des niches fiscales.

Avant le 14 juillet, il créera la possibilité d'un emploi sans charges pour toutes les entreprises de moins de 50 salariés.

Avant le 14 juillet, je mettrai en place le Commissariat aux stratégies de production et je lancerai la réflexion, filière par filière, avec les entreprises, les représentants des salariés et tous les acteurs du financement de l'économie.

Exceptionnellement, il n'y aura pas de vacances parlementaires et le Parlement siègera pendant tout l'été.

Le Parlement, pendant la session extraordinaire, préparera une loi-cadre sur le « produire en France » et se prononcera sur un texte portant diverses

mesures d'urgence : en particulier, la suppression de la caution pour les locataires et la création d'une mutuelle obligatoire pour les risques locatifs et, dans le domaine de la santé, l'autorité indépendante chargée de l'alerte.

Durant l'été, je lancerai le Grenelle de l'éducation dont les conclusions me seront rendues avant la fin de l'année 2012.

À l'automne, après discussion approfondie avec les partenaires sociaux, un grand projet de loi sociale sera débattu au Parlement, en même temps que le projet de loi de financement de la sécurité sociale. Il permettra entre autres la participation des salariés aux conseils d'administration et aux comités de rémunération des entreprises. La loi visera à limiter le recours aux CDD et au temps partiel abusif et à supprimer les freins à la création d'emploi. Je proposerai que soit soumis aux partenaires sociaux l'idée d'un contrat de travail unique fondé sur une consolidation progressive des droits.

Branche par branche, je demanderai aux partenaires sociaux que soient examinées des propositions adaptées et nouvelles afin d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés.

Durant cette session parlementaire, le gouvernement soumettra également au Parlement une loi sur la presse qui traitera de l'indépendance des médias, particulièrement des médias publics, de la protection des sources, des droits et devoirs des journalistes...

Pour soutenir les associations et reconnaître leur rôle irremplaçable dans la société, j'ouvrirai la possibilité de bourses d'engagement, offertes en contrepartie d'un engagement de jeunes ou de seniors, la validation des acquis de l'expérience et je définirai un cadre juridique de l'emploi bénévole.

Je ferai enfin voter avant la fin de l'année 2012 une loi sur l'égalité hommes-femmes, qui traitera de la parité politique, de l'égalité salariale, des violences conjugales.

Dès la fin de 2012, le paysage de la France aura changé. Les conditions du redressement seront réunies.

Voilà le seul espoir pour notre pays, voilà le renouveau.

Cela est mon combat.

Pour cela, on aura besoin de tous les Français qui partageront la même lucidité et la même volonté. Des Français de droite, des Français de gauche,

et des Français du centre, et de tous ceux qui ne sont pas étiquetés. On aura besoin des valeurs des uns et des valeurs des autres.

Il est des valeurs de gauche que j'aime et dont la France aura besoin : le partage, l'attention au plus faible, la générosité. Il est des valeurs de droite que j'aime et dont la France aura besoin : l'esprit d'entreprise, le sens de l'effort, la fierté nationale. Et le centre a ses valeurs, dont on aura besoin : la solidarité, l'esprit de justice, l'idéal européen.

Ces valeurs sont compatibles, elles se rejoignent par le haut.

C'est le sectarisme qui les a rendues incompatibles.

Le temps n'est plus au sectarisme.

L'œuvre historique qui nous attend exige que les forces du peuple français soient réunies, au moins pendant cinq ans, pour éteindre l'incendie et rebâtir la maison.

Je serai le président de ce courage. Je serai le président de ce rassemblement. Je serai, pour vous et avec vous, pour les Français rassemblés, le président de cet espoir.